

# **APPROCHE CENTREE SUR LE DEVELOPPEMENT DU POUVOIR D'AGIR ET DEMARCHE D'ACTION CONSCIENTISANTE : un lien qui réfère au développement durable**

**Claire Jouffray**

Formée nous-même à l'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir (DPA) et intervenant dans le champ de la formation continue des travailleurs sociaux, nous nous proposons d'étudier le lien entre développement du pouvoir d'agir et action conscientisante, d'en repérer ressemblances et différences et de voir en quoi ces approches participent du développement durable. A partir des témoignages recueillis auprès des différents publics concernés par des interventions sociales menées sur la base de l'approche centrée sur le DPA, nous mettons en évidence comment les personnes concernées, à travers l'action, ont pris conscience de leur valeur et ont repris du pouvoir sur leur vie en faisant le pari et en ayant la preuve qu'elles pouvaient faire changer des éléments du contexte qui ont contribué à leur impuissance initiale.

## **1- Trois approches juxtaposées ?**

Il importe, dans un premier temps de préciser en quoi consistent ces approches.

- L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir (DPA)<sup>1</sup> des personnes et des collectivités incite à ne pas se centrer sur la seule adaptation d'une personne ou d'un groupe à ses conditions de vie, mais à agir également sur les contextes de vie en travaillant à un changement sur ces deux niveaux simultanément. C'est en développant ce pouvoir d'agir que les professionnels peuvent favoriser l'affranchissement des personnes concernées par leurs interventions.

- L'action conscientisante a été développée par Paolo Freire vers la fin des années 1960 : il s'agit d'une nouvelle pédagogie militante qui relie l'alphabétisation à la libération. L'approche conscientisante tente de remettre en cause les structures de la société au lieu de tenter d'adapter les analphabètes à celle-ci. Elle considère que l'analphabétisme est un problème de société plutôt qu'individuel. Cette approche possède donc un caractère politique. On cherche à rendre conscients les participants de leur oppression et à les amener à une certaine prise de pouvoir. On voit ici le lien avec la notion d'empowerment.

- Par ailleurs, dans cette période de crise, le concept de développement durable est apparu comme porteur de pistes intéressantes pour l'avenir de l'humanité. Il n'est pas circonscrit à la protection de l'environnement. Il s'agit d'une notion qui désigne des actions visant à concilier trois mondes différents, celui de l'économie, celui de l'écologie et celui du social, afin de répondre aux besoins du présent sans compromettre l'avenir. Le développement durable suppose le maintien de l'intégrité écologique, l'équité sociale et l'efficacité économique.

On le voit, le lien entre ces trois approches est possible mais il est à éclaircir.

## **11- La démarche d'action conscientisante**

Lorsqu'il a développé son modèle d'approche centrée sur le DPA, Yann Le Bossé a proposé une analyse en fonction de quatre axes dont le dernier est appelé « introduction d'une démarche d'action conscientisante ». Selon lui, sans ce quatrième axe, l'approche DPA ne

---

<sup>1</sup> Voir le site : [andadpa.free.fr](http://andadpa.free.fr)

permettrait de conduire que des changements ponctuels. A travers cet axe, il s'agit de « *conduire une réflexion systématique sur les effets de nos actions et les enseignements qu'on en tire. Il s'agit de prendre conscience de ce qui a changé mais aussi de clarifier « ce qui maintenant est possible »*. Il s'agit de faire en sorte que le changement expérimenté permette aux personnes accompagnées de percevoir les contradictions sociales, politiques et économiques d'un système tout en agissant sur ces conditions générant de l'impuissance (Ninacs 2002).

Pour autant, et contrairement à l'action conscientisante théorisée par Paolo Freire, il ne s'agit pas d'intervenir uniquement sur le niveau sociétal : comme nous l'avons précisé, l'approche centrée sur le DPA travaille en permanence sur les deux niveaux (individuel et sociétal). Elle va permettre à la personne accompagnée d'avoir « prise » sur son environnement, d'avoir « prise » sur le changement et de tirer des enseignements durables de ses expériences en vue du développement d'un plus grand pouvoir d'agir.

Comme l'ont précisé Chamberland et Le Bossé<sup>2</sup>, « *l'introduction d'une démarche d'action conscientisante consiste à développer une compréhension personnelle et collective d'une expérience et à réinvestir ces enseignements dans la conduite du changement que l'on poursuit* ».

### **III- Effets de la démarche d'action conscientisante sur les personnes**

Notre enquête a cherché à évaluer comment se joue la démarche d'action conscientisante et quels en sont les effets. Elle s'appuie sur deux interventions sociales d'aide à la personne (dans deux institutions différentes) et deux interventions sociales d'intérêt collectif, l'une montée avec des familles par une assistante de service social intervenant en milieu urbain, l'autre montée avec des agriculteurs par un assistant de service social de la Mutualité Sociale Agricole intervenant en milieu rural. Des témoignages ont été recueillis auprès des différents publics concernés par ces actions quant aux enseignements qu'ils tiraient de leurs expériences.

#### ➤ **Dans des interventions individuelles**

A la fin du processus d'accompagnement mené sur la base de l'approche centrée sur le DPA, les personnes concernées ont pu dire sur quoi portait leur prise de conscience :

- Une personne a dit avoir appris à reprendre confiance en elle parce qu'elle n'était plus dans l'impossibilité d'agir et parce qu'elle a constaté que cette mise en mouvement produisait des effets.
- Une autre personne dit avoir appris de cette action et poser un regard plus critique et plus concerné par le « système » qui lui faisait tant peur.

#### ➤ **Dans des interventions collectives**

##### ✓ Première expérience en milieu urbain :

Constatant que de nombreuses familles, allocataires de minima sociaux, ne disposaient pas du budget minimum pour une alimentation équilibrée, des travailleurs sociaux d'un Conseil Général d'une grande ville ont monté une action collective dans le but d'aider les personnes en situation de précarité à optimiser leur budget alimentaire et d'avoir ainsi un effet sur les problématiques de santé liées à une alimentation inadaptée. Cette action s'articulait autour d'une dizaine d'ateliers au cours desquels se sont alternées des séances théoriques et pratiques au sein de la cuisine d'un restaurant de la ville. Ces séances concernaient une vingtaine de personnes. Elles ont eu un impact très positif pour les

---

<sup>2</sup> Chamberland Manon, Le Bossé Yann, Cayouette Annie et Martineau Suzie, « Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités : présentation d'un outil d'accompagnement », *Vers de nouvelles pratiques participatives ?* Les politiques sociales n°3 et 4 / 2010, pages 17 et 18.

participants qui ont tous recouvert, voir découvert, le plaisir de cuisiner. Lors de la séance de bilan, les personnes ont attesté de changements notoires concernant leur comportement alimentaire et leurs connaissances nutritionnelles.

L'expérience aurait pu en rester là mais le bilan fait avec les participants montra qu'il restait un obstacle, de taille celui-là : Une large majorité des personnes a dit éprouver des difficultés à acheter des produits frais de qualité, notamment des fruits et des légumes, compte-tenu de leurs faibles ressources.

A partir de là, le groupe, accompagné par les travailleurs sociaux, a cherché à comprendre pourquoi les produits frais sont si chers à l'achat, a pris conscience du décalage entre le prix de production et le prix de vente, a réfléchi sur les pratiques de la grande distribution. Ils sont entrés en contact avec des agriculteurs locaux et ont eu la surprise de constater qu'ils étaient eux-mêmes en grande précarité du fait des conditions imposées par cette même grande distribution. Cette prise de conscience a provoqué leur mise en mouvement : Ils ont décidé d'unir leur force avec ces agriculteurs locaux. Ils viennent de se constituer en association et sont sur la voie pour créer une coopérative d'achats sur un modèle de « circuit court ». Ils envisagent d'ouvrir cette coopérative d'achat au-delà de leur propre quartier. Cette prise de conscience les a amenés à se positionner : Les membres de ce collectif revendiquent un « *positionnement de citoyens qui veulent se prendre en charge* » et se posent en « *consom'acteurs* ». Ils disent « *on a été obligé de réfléchir mondialisation pour comprendre les rouages de la distribution* ». Il s'agit pour eux, à travers ce qu'ils ont compris et selon leurs mots, de poser des « *actes politiques* » et d'être dans une « *démarche de développement durable* ». Cette prise de conscience a amené leurs interlocuteurs à se positionner : Ils ont eu une proposition pour intégrer une pépinière d'entreprise et cette action est très valorisée par le Conseil Général.

On le voit bien dans cet exemple : si la finalité de cette intervention c'est réellement le développement du pouvoir d'agir de ces personnes et de ce collectif, l'aide apportée n'est satisfaisante que dans la mesure où l'ensemble des éléments qui ont contribué à l'émergence du problème ne constitue plus des obstacles ; sinon, on est sur du soutien ponctuel, à la marge.

#### ✓ Deuxième expérience en milieu rural

Au départ, il y a un constat d'une difficulté quant au manque d'emploi sur ce territoire. Un diagnostic sur la problématique de l'emploi en agriculture est construit par l'ensemble des organismes professionnels agricoles et Pôle Emploi : Il insiste sur la nécessité de repérer « les freins » à l'emploi.

L'assistant de service social décide de rencontrer collectivement les demandeurs d'emploi qu'il connaît pour entendre ce qu'ils ont à dire sur ce qui leur pose problème et sur ce qui serait vraiment important pour eux. Lors de cette rencontre, les cotisants de solidarité expriment fortement leur choix de ne pas s'inscrire dans une démarche vers le salariat. Ils souhaitent finaliser et pérenniser leurs projets d'installation (en maraîchage bio, apiculture, lombriculture notamment). La question n'est donc pas, pour les principaux concernés, celle du frein à « l'emploi » mais bien celle du frein à « l'installation ».

Lors de cette première rencontre, les agriculteurs concernés parlent de leurs projets atypiques et modestes, sur des exploitations de petite surface (lombriculture, culture de la spiruline, etc.). Leur premier constat a été celui d'un cercle vicieux et d'une impuissance : leur activité ne génère pas assez de fonds pour pouvoir acheter le matériel agricole nécessaire. Or ce matériel est nécessaire pour pérenniser l'installation de leur activité. Au-delà d'une reformulation de la question de départ, cette première rencontre leur a permis de construire quel était leur problème commun concret : celui d'avoir des difficultés à trouver du matériel agricole à des tarifs correspondant à leurs revenus.

Et en même temps, ces agriculteurs ont remarqué qu'il y a partout du matériel qui n'est pas utilisé. Ils ont donc eu l'idée d'une bourse de matériel pour récupérer ce qui n'est pas utilisé. Il s'agit de créer une banque de données permettant de recenser le matériel agricole disponible. Trois ans plus tard, ces agriculteurs ont créé une association (Bourse au Matériel Agricole) et sont en train de participer au développement de la vie agricole, sociale et économique dans le sud Aveyron.

Les freins repérés au départ (ils habitent loin les uns des autres) sont devenus un avantage : ils couvrent un large territoire qu'ils peuvent « mailler ». A travers leur groupe et par le travail de mise en réseau réalisé par le travailleur social, ils ont rencontré des institutions qui ont fini par s'intéresser à eux. Ces institutions ont été amenées à changer leur regard sur ces agriculteurs : ils les considéraient comme des « doux rêveurs », des « baba-cools ». Ils ont compris qu'ils avaient en face d'eux des personnes crédibles et qui « en voulaient ».

Ces agriculteurs développent une conscience critique sur la Politique Agricole Commune (PAC) quant à la course au « toujours plus grand » et disent que ce sont les primes européennes à l'expansion des exploitations qui font vivre la plupart des agriculteurs. Et pourtant le système tourne à vide : La PAC va être revue et probablement va-t-on vers la fin des aides à la production. Ils disent qu'il y a de la place pour tout le monde : les grosses exploitations ont intérêt à ce que des petites existent pour la dynamique du tissu social. Ils disent avoir appris l'intérêt de comprendre les enjeux des autres, la logique des autres et de les croiser avec les leurs dans une négociation.

Au-delà de cette bourse au matériel, ce collectif est donc sur un projet beaucoup plus ambitieux : prouver aux organismes agricoles qu'avoir une petite exploitation, c'est viable sans être pour autant un simple chantier d'insertion. La question des « circuits courts » prenant actuellement un essor, ils sont en passe de devenir un acteur local sur cette question, d'être reconnu comme tel. Ils ont pour ambition de faire entendre aux organismes qu'une autre agriculture est possible en leur faisant voir l'intérêt qu'ils peuvent y trouver.

Maintenant que leur association est créée, ils vont pouvoir siéger dans des commissions et mieux se faire entendre. Ils ont conscience que leur groupe interpelle. Ils disent « *on fait bouger des plaques qui sont lourdes mais il y a des frémissements* ». Ils disent également « *on n'est pas des acteurs de la vie politique mais quelque part on fait quand même de la politique* ».

Autre enseignement intéressant : ils ont appris à sortir du repli ou de l'affrontement qui sont deux manières d'être basées sur le fait de penser qu'on a raison contre les autres. Ils ont pris conscience qu'en repérant les enjeux des acteurs en présence et en négociant sur cette base, ils faisaient avancer leur projet. Ils sont individuellement et collectivement sortis du cercle vicieux du départ et de l'impuissance, et sont en passe de vivre de leur activité. Ils sont fiers de ce qu'ils ont réussi à faire, de ce qu'ils contribuent à faire évoluer et ne sollicitent quasiment pas l'assistant de service social pour des aides financières, même si leurs ressources sont encore très précaires.

#### **IV- Quelles réflexions tirer de ces expériences ?**

Du côté des intervenants sociaux, on voit l'intérêt d'être dans de l'ouverture quant à des possibles, de ne pas se contenter de dire « *c'est comme ça, on n'y peut rien* ». L'approche centrée sur le DPA a cet avantage très clair de provoquer de la mise en mouvement parce que la cible de changement a été au préalable clairement et concrètement identifiée. On voit bien

également l'articulation entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif : chacun y trouve son compte, et en tant que personne et en tant que collectif<sup>3</sup>.

Parce que les personnes concernées ont développé une prise de conscience individuelle et collective, elles en sont venues à interroger des évidences, à sortir de leur seul cadre de référence pour oser interroger, comprendre et analyser le fonctionnement d'un système dans sa globalité. Et cette prise de conscience, parce qu'elle leur appartenait, s'est ensuite traduite dans une « praxis » (au sens d'action transformatrice). Il ne s'agit pas simplement d'être *actif*. Ici l'action n'est un outil d'acquisition d'un pouvoir que dans la mesure où elle traduit en actes une prise de conscience. La conscientisation dont il est ici question passe par l'action : les personnes prennent conscience des dysfonctionnements d'un système et, au fur et à mesure de l'action, de ce qu'elles sont capables de faire pour le modifier.

L'objectif de l'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir qui est de « *changer le monde au quotidien* » repose complètement sur la démarche d'action conscientisante qui est un outil systématique de questionnement et de transformation des composantes structurelles qui sont à l'origine des problèmes sociaux ; Ce quatrième axe en est même la « pierre angulaire ».

## **V- Trois approches qui se croisent et s'enrichissent**

Dans ce qui vient d'être décrit, on est bien sur du développement durable, à l'intersection entre :

- Les enjeux environnementaux : produits frais, artisanaux, produits avec moins d'intrants et vendus avec moins d'emballages, maintien de ceintures vertes en périphérie des villes.
- Les enjeux économiques : maintien des exploitations agricoles (en particulier les petites) et meilleure rémunération possible des producteurs, diminution des coûts, intérêt des collectifs, de la participation des consommateurs et des citoyens.
- Les enjeux sociaux : dynamisation des territoires, rapprochement ville-campagne, nouveaux rapports à l'environnement, à l'alimentation et à la consommation, renouvellement du lien producteur / consommateur.

Mais on est aussi sur du développement du pouvoir d'agir et, contrairement à ce qui serait de l'action conscientisante « pure », ces personnes ont pu agir sur leur situation personnelle concrète. A travers cette expérience, ces personnes ont pris conscience de leur valeur, de leurs capacités ; C'est ce qu'on appelle reprendre du pouvoir sur sa vie en faisant le pari et en ayant la preuve qu'on peut faire changer des éléments du contexte qui ont contribué à l'impuissance initiale.

---

<sup>3</sup> Voir à ce sujet la communication de B. Portal et M. Bueno faite lors du congrès de l'AIFRIS de Genève 2011.

## BIBLIOGRAPHIE

Bourassa Bruno, Serre Fernand, Ross denis, *Apprendre de son expérience*, Presses de l'Université du Québec, 1999.

Chamberland Manon, Le Bossé Yann, Cayouette Annie et Martineau Suzie, « Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités : présentation d'un outil d'accompagnement », *Vers de nouvelles pratiques participatives ? Les politiques sociales* n°3 et 4 / 2010.

Freire Paolo, *Pédagogie des opprimés*, Petite collection Maspéro, 1974.

Le Bossé Yann, « De l'habilitation au pouvoir d'agir : vers une appréhension plus circonscrite de la notion d'*empowerment* », *Nouvelles pratiques sociales*, vol.16, n°2, 30-51, 2004.

Le Bossé Yann, Dufort Francine, « Le pouvoir d'agir (*empowerment*) des personnes et des communautés : une autre façon d'intervenir » dans Dufort Francine et Guay Jérôme (dir), *Agir au cœur des communautés, la psychologie communautaire et le changement social*, Sainte Foy (Québec), Les presses de l'Université Laval, 75-115, 2001.

Ninacs William A., *Empowerment et intervention : développement de la capacité d'agir et de la solidarité*, Presses de l'Université de Laval, 2008.

Viveret Patrick, *Reconsidérer la richesse*, Edition l'Aube, Diffusion Le Seuil, 2008.